



Conseil international du Café
124^e session
25 – 29 mars 2019
Nairobi (Kenya)

**Rapport actualisé sur l'application de la
Résolution 465 sur le niveau des prix
du café - Incidences sur les travaux du
Secrétariat et mesures prises**

CONTEXTE

1. L'adoption de la Résolution 465 sur le niveau des prix du café lors de la 122^e session du Conseil international du Café a donné un mandat fort et exigeant à l'OIC et à son Directeur exécutif, avec des implications substantielles sur les travaux de l'Organisation compte tenu de son niveau actuel de ressources humaines et financières.
2. Afin de mettre en œuvre les décisions contenues dans la Résolution 465, le Secrétariat a examiné, en termes d'activités et de fonds alloués, les points suivants :
 - Les décisions qui y figurent
 - Le Programme des activités approuvé pour l'année caféière 2018/19 figurant dans le document ICC-122-18.
 - Les mesures prises par l'OIC lors des précédentes crises des prix du café.
 - Les contributions des Membres et des parties prenantes recueillies dans le cadre de consultations informelles (octobre 2018-février 2019).
3. Sur la base de cet examen, le Secrétariat a préparé un premier plan de travail et un budget et a entamé certaines des activités prioritaires qui ont été identifiées. Une vue d'ensemble du plan de travail et de l'état d'avancement de sa mise en œuvre a été présentée à la 32^e réunion (intersession) du Comité des finances et de l'administration le 24 janvier 2019, et a reçu le soutien ferme et encourageant des Membres.
4. Le plan de travail s'appuie sur les considérations générales suivantes :
 - a) L'application de la Résolution 465 nécessite des ressources supplémentaires pour que l'OIC puisse mener à bien toutes les mesures prévues.

- b) Le Programme des activités pour 2018-19, tel qu'approuvé à la 122^e session du Conseil international du Café, peut être partiellement ajusté pour appliquer certaines des décisions figurant dans la Résolution. Toutefois, le budget disponible pour 2018-2019 n'est pas suffisant pour mener à bien toutes les nouvelles activités ; il sera donc nécessaire d'obtenir des ressources extrabudgétaires. Une campagne active de mobilisation de fonds est en cours et des réactions positives ont été reçues des fédérations régionales du café, des gouvernements importateurs Membres, du secteur privé et des partenaires de développement.
 - c) Les mesures prises par l'OIC pour faire face aux précédentes crises des prix du café (annexe II) ont été examinées pour vérifier leur applicabilité dans le contexte actuel. L'examen a clairement montré qu'à l'époque, un budget important avait été alloué et que le Secrétariat de l'OIC disposait d'un personnel beaucoup plus nombreux pour assurer la communication, l'analyse économique et statistique et le développement des projets.
 - d) Pour faciliter le dialogue entre toutes les parties prenantes du café, un mécanisme *ad hoc*, comme un Groupe de travail/Groupe consultatif, devrait être mis en place dès que possible, avec des nominations des Membres. Ce Groupe aiderait le Secrétariat à suivre la situation du marché et à identifier et examiner les options possibles axées sur le marché et les solutions à court, moyen et long terme pour faire face au niveau et à la volatilité des prix du café ainsi qu'à la durabilité en général.
 - e) Pour faire face à l'impact du niveau des prix du café sur les petits caféiculteurs, le Secrétariat de l'OIC intensifie la mobilisation des organisations et entreprises publiques et privées nationales, régionales et internationales pour cofinancer des projets de développement.
 - f) L'OIC lance également un appel aux Membres, à la communauté internationale, au secteur privé et aux consommateurs pour qu'ils fournissent des contributions volontaires afin de prendre part à l'application de la Résolution 465 et au Fonds d'affectation spéciale (OIC) pour les projets sur la durabilité du café (CSPTF). Le Fonds d'affectation spéciale a été créé par le Conseil international du Café, dans le cadre de la décision 12/121, pour financer le développement de la coopération technique, le renforcement des capacités et les projets de recherche visant à relever les défis auxquels sont confrontés les producteurs de café, notamment les petits exploitants.
5. La stratégie de mise en œuvre de la Résolution 465 repose sur le regroupement des questions et des décisions qu'elle contient en quatre grands domaines d'intervention :
- A) Plaidoyer et communication**
 - B) Mobilisation des acteurs du café**
 - C) Recherche, développement des connaissances et transparence**
 - D) Promotion de la consommation de café**

6. La stratégie comprend les macro-activités suivantes :

- Établir un dialogue sectoriel plus étroit avec toutes les parties prenantes du café, les partenaires du développement et la société civile afin d'identifier des solutions, de parvenir à un consensus et de fixer des engagements mesurables en faveur d'un avenir durable pour les caféiculteurs et l'ensemble du secteur, et d'atteindre d'ici 2030 les objectifs du développement durable (ODD). Cela se fait au moyen de discussions directes avec les représentants de l'industrie et de l'organisation d'une série de manifestations (Nairobi, New York, Rome, Bruxelles) destinées à fournir des solutions qui seront examinées par le secteur privé dans le cadre d'un Forum des chefs d'entreprise du café et à la 125^e session du Conseil international du Café en septembre 2019.
- Accroître la transparence et produire des recherches et des données indépendantes de haut niveau et pertinentes, y compris la publication du premier rapport phare sur la durabilité économique avec des scénarios sur l'avenir du café ainsi que l'analyse comparative des coûts et de la rentabilité des caféiculteurs.
- Mobiliser des ressources financières et en nature pour mettre en œuvre le plan d'action et identifier des idées novatrices visant à promouvoir la consommation de café, à sensibiliser les consommateurs aux problèmes auxquels le secteur du café est confronté, tout en projetant une image positive du café, et à plaider en sa faveur dans les instances internationales les plus compétentes.

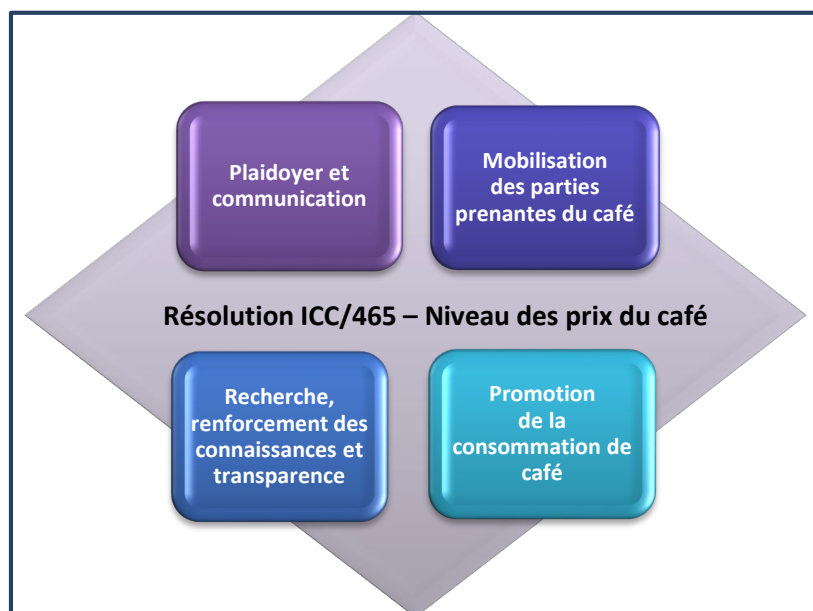
7. Un plan d'action détaillé de mise en œuvre des décisions contenues dans la Résolution 465 et les mesures déjà prises ou en cours d'application – actualisé au 12 février 2019 - sont présentés à l'annexe I. Les mesures prises par l'OIC lors de la précédente crise des prix du café (1999-2004) sont présentées à l'annexe II.

Mesure à prendre

Le Conseil est invité à prendre note de ce document.

PLAN D'ACTION POUR L'APPLICATION DE LA RÉOLUTION 465

Afin de rendre opérationnelle la Résolution et de mettre en œuvre les décisions qu'elle contient, les mesures ont été regroupées en quatre grands domaines d'intervention :



A) Plaidoyer et communication

Rés-465/§ 1 du dispositif : *Lancer un plan de communication mondial ciblant les consommateurs, les producteurs, l'industrie du café, les faiseurs d'opinion et les autres parties prenantes, en utilisant les médias sociaux et d'autres moyens de communication afin de montrer la réalité économique du secteur du café - du producteur au consommateur final – à compter de la Journée internationale du Café, 1 octobre 2018*

Le lancement d'une campagne de communication "mondiale" nécessite des efforts et un financement¹ importants pour atteindre les consommateurs dans les pays exportateurs et dans les pays importateurs. L'OIC dispose d'une capacité de communication très limitée et le très petit budget disponible pour 2018/19 couvre principalement l'organisation de la Journée internationale du Café (JIC), qui est possible grâce à la généreuse contribution volontaire de l'Association japonaise du café (AJCA).

¹ À titre d'exemple, consulter : www.Forbes.com – Il est indiqué dans *The Top Five Challenges Of Creating A Global Marketing Campaign* que "Une bonne chose à faire dans ce cas est de présenter les coûts historiques des campagnes de chaque région avec des agences locales par rapport au coût d'une seule estimation de mise en œuvre. L'argument est simple : si le coût d'une campagne locale est d'environ 400 000 dollars, multiplié par 50 pays, alors le coût prévu est de 20 000 000 dollars. Le coût d'utilisation des outils institutionnels de gestion de contenu et de traduction peut souvent être amorti en une seule campagne".

Activités proposées

A.1 Préparation du lancement d'une campagne mondiale auprès des consommateurs	A.1 Mesures prises 11/02/2019	A.1 Coûts
a) Élaborer une proposition de projet sur la promotion de la durabilité du café en sensibilisant les consommateurs aux réalités économiques du café et en encourageant la consommation.	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation d'un sommaire de projet pour la collecte de fonds (fait) • Contacts avec les experts/entreprises en communication (en cours). • Négociation avec le secteur privé, les pays et les agences de développement pour un cofinancement (en cours). 	Ressources existantes
b) Établir des liens avec les associations de consommateurs et les associations du secteur du café et identifier les plateformes les plus appropriées pour une campagne mondiale de plaidoyer.	<ul style="list-style-type: none"> • Contacts établis (en cours) 	Ressources existantes
c) Engager une société de communication pour définir les messages clés de la campagne de promotion et pour concevoir et mettre en œuvre un plan de plaidoyer visant à mobiliser toutes les parties prenantes du café sur la durabilité du secteur du café et sur la volatilité des prix en particulier.	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier agences/ consultants en communication/ relations publiques ayant de l'expérience dans le domaine des campagnes sociales à but non lucratif (en cours) 	Fonds pour engager agences/consultants en communication/relations publiques ayant de l'expérience dans le domaine des campagnes sociales à but non lucratif (est. £20 000)
d) Lancer une campagne pilote, en utilisant principalement les médias sociaux, et préparer une proposition de mise en œuvre au niveau mondial pour la recherche de financement supplémentaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Prévu 	Fonds pour mise en œuvre pilote et collecte de fonds pour la campagne mondiale (est. £30 000)
A.1 Montant estimatif des ressources extrabudgétaires (contrat et campagne pilote) :		£50 000

A.2 Plaider en faveur du secteur du café dans les instances et manifestations internationales	A.2 Mesures prises 11/02/19	A.2 Coûts
a) Établir des contacts avec les dirigeants du G-20 et les mobiliser pour attirer leur attention sur l'impact du niveau actuel des prix du café sur les petits caféiculteurs et leur demander : <ol style="list-style-type: none"> i) une assistance et un financement pour réduire l'impact sur la pauvreté, les migrations et la durabilité future du secteur du café ; ii) d'inclure le café parmi les produits de base du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), plate-forme interinstitutions visant à améliorer la transparence du marché 	<ul style="list-style-type: none"> • Prise de contact avec les pays d'accueil : Argentine pour le G20/2018 et Japon pour le G20/2019 (en cours) et avec la FAO et l'UE 	Ressources existantes Budget ad hoc pour les voyages de sensibilisation (membres du G-20, FAO et Sommet du G-20, les 28 et 29 juin 2019 à Osaka, Japon) (est. £10 000)

A.2 Plaider en faveur du secteur du café dans les instances et manifestations internationales	A.2 Mesures prises 11/02/19	A.2 Coûts
alimentaire et à encourager la coordination des politiques internationales en temps de crise. Ce système a été créé à la demande du G20 en 2011.		
b) Participation de Directeur exécutif au XXVI ^e Sommet ibéro-américain à Antigua (Guatemala) 2018.	• Pas mis en œuvre	Sans objet
c) Examen des possibilités d'organiser des activités de sensibilisation sur le niveau des prix actuels et de mobiliser des fonds avec le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, au Siège de l'ONU à New York.	• Négociations et activités de plaidoyer en cours.	Ressources existantes
d) Participation du Directeur exécutif et du personnel au Forum mondial sur l'alimentation et l'agriculture de 2019 à la mise en réseau et à la sensibilisation au niveau actuel des prix.	• 1 ^e invitation à participer. • Réunions et discussions bilatérales avec la BAD, le FIDA, la BM, l'UE, le Panama, l'Équateur, la FAO et la Banque mondiale.	Ressources existantes.
e) Séminaire sur le développement durable pendant les réunions de l'OIC de mars 2019.	• En préparation avec GCP et le gouvernement du Kenya.	Ressources existantes et contribution du Kenya à l'accueil du Conseil.
A.2 Montant estimatif des ressources extrabudgétaires (fonds supplémentaires pour le plaidoyer) : £ 10 000		

B) Mobilisation des acteurs du café

Rés-465/§ 2 du dispositif: *Charger l'OIC de promouvoir le dialogue entre toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur du café afin d'assurer la viabilité économique des producteurs de café.*

Rés-465/§ 3 du dispositif: *Charger l'OIC de veiller à ce qu'il y ait un échange efficace entre les pays Membres sur les initiatives nationales de politique publique visant à promouvoir la durabilité économique.*

Rés-465/§ 7 du dispositif: *Exhorter le Directeur exécutif à renforcer davantage et de toute urgence les liens avec l'industrie internationale de la torréfaction afin d'obtenir l'appui nécessaire à l'application de la présente résolution.*

B.1 Plaidoyer en faveur de la durabilité du secteur du café et trouver des solutions communes pour intensifier la durabilité	B.1 Mesures prises	B.1 Coûts
a) Pour faciliter le dialogue entre toutes les parties prenantes du café, des mécanismes ad hoc, tels qu'une équipe spéciale ou un groupe de travail informel, pourraient être mis en place pour évaluer et suivre la situation du marché et donner des avis sur les stratégies de marché possibles pour faire	• En cours de discussion	Ressources existantes

B.1 Plaidoyer en faveur de la durabilité du secteur du café et trouver des solutions communes pour intensifier la durabilité	B.1 Mesures prises	B.1 Coûts
face aux niveaux et à la volatilité des prix du café et assurer la durabilité du secteur dans son ensemble.		
b) Mobiliser les principaux torréfacteurs et autres parties prenantes de l'industrie par le biais de <ol style="list-style-type: none"> i) contacts directs, ii) en organisant deux événements de consultation afin d'identifier des solutions pour faire face à la faiblesse du niveau et à la volatilité des prix (États-Unis et Europe), menant à un Forum des chefs d'entreprises pendant le Conseil de l'OIC en septembre 2019 à Londres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions avec l'UE, l'ONU et les principales entreprises du secteur privé, FEC, NCA et SCA. • Planification de deux événements consultatifs : provisoirement ONU New York (16/04) et UE Bruxelles (06/06) (en cours). 	Chaque événement coûte £30 000, y compris le document d'information. Logistique, voyages
c) Établir des contacts et mobiliser l'ONU, ses institutions spécialisées, les institutions de financement du développement (IFD) et les donateurs multilatéraux/ bilatéraux et leurs membres pour accroître l'assistance et le financement au développement afin de réduire l'impact social et économique de la faiblesse des prix du café et ses implications sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et des Objectifs du développement durable (ODD).	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions bilatérales avec : FAO, FIDA, ONUDI, GIZ/BMZ, Coopération italienne, Belgique, CE, BAD. • Atelier avec la FAO, le FIDA, l'ONUDI et la Coopération italienne sur projet conjoint sur le café, Rome, 16 mai 2019. 	Ressources existantes Budget de voyage spécial requis de £6 000 pour les activités de plaidoyer
e) Évaluation des politiques et des bonnes pratiques en matière de prix du café et préparation d'une note de politique : "Politiques nationales du café pour les caféiculteurs" (secours d'urgence en réponse à la faiblesse des prix du café et politiques de développement et de durabilité du secteur du café).	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation en cours 	Ressources existantes
B.1 Montant estimatif des ressources extrabudgétaires (3 manifestations) :		£66 000

Le Directeur exécutif a dialogué avec de nombreux acteurs clés



Il ressort de la première série de consultations avec le secteur privé que :

- Toutes les parties ont fait part de leurs préoccupations concernant la viabilité économique (à court et à long terme) du secteur du café.
- Elles se sont félicitées de l'initiative axée sur la recherche de solutions prise par l'OIC, qui est considérée comme un forum naturel pour identifier des solutions fondées sur des valeurs communes entre les pays exportateurs et importateurs et les secteurs public et privé.
- Les entreprises du secteur privé interrogées ont confirmé leur intérêt à participer au processus de consultation qui mènera au Forum des chefs d'entreprise prévu pour septembre 2019 et leur volonté de contribuer à l'identification et à la mise en œuvre de solutions axées sur le marché pour faire face au niveau et à la volatilité actuels des prix et aux questions de durabilité à long terme.

C) Recherche, développement des connaissances et transparence

Rés-465/§ 4 du dispositif : *Changer les priorités du Plan stratégique de l'OIC pour aborder le thème suivant : "Rentabilité" : Consommation et productivité" pendant l'année caféière 2018/19.*

Le Plan stratégique de l'OIC (c'est-à-dire le Plan d'action quinquennal 2017-2021, document [ICC-120-11](#)) traite déjà de la durabilité économique et plus particulièrement des questions de rentabilité, de consommation et de productivité.

Afin de se conformer et de répondre au paragraphe 4 du dispositif de la Résolution 465, l'axe thématique de l'OIC pour 2018-19, le premier rapport-phare de l'OIC et la campagne de la JIC 2019 se concentreront sur la durabilité économique, en fournissant une évaluation indépendante de la "réalité économique du secteur du café - du producteur au consommateur final"². Toutes les recherches et études proposées serviront de base à la campagne de communication mondiale conformément au paragraphe 1 du dispositif de la résolution, et à la mobilisation des parties prenantes du café et des partenaires de développement.

C.1 Recherches et études sur la Rentabilité : Consommation et productivité et durabilité économique du café	C.1 Mesures prises	C.1 Coûts
a) Afin d'accroître sa capacité d'analyse, le Secrétariat de l'OIC recherchera des partenariats plus solides avec des universités, des instituts de recherche, des partenaires publics et privés du secteur du café et d'autres organisations internationales.	• L'OIC travaille en collaboration avec l'Université de Californie au <i>Davis Coffee Center</i> et l'Université Georg-August de Göttingen.	Ressources existantes

² Des liens directs avec l'étude en cours de préparation par M. Jeffrey Sachs, cofinancée par l'OIC, seront poursuivis.

C.1 Recherches et études sur la <i>Rentabilité : Consommation et productivité et durabilité économique du café</i>	C.1 Mesures prises	C.1 Coûts
b) Document ICC-98-5-Rev.1 actualisé " Impact des prix du café sur la pauvreté dans les pays producteurs ", initialement présenté au Conseil en 2003. Ce document résume les informations reçues des Membres en réponse à une demande formulée dans une communication du Directeur exécutif (Impact des prix internationaux du café dans les pays exportateurs).	<ul style="list-style-type: none"> • Lancement d'une enquête en ligne auprès des Membres exportateurs sur l'impact des prix internationaux du café, afin de montrer comment la faiblesse des prix affecte négativement la durabilité économique du café dans les origines, y compris l'impact sur les revenus, l'emploi et autres variables, et donc sur la pauvreté. 	Ressources existantes
c) Nouveau document ICC sur " <i>Les prix du café et le développement économique</i> " visant à fournir des données empiriques sur les effets socio-économiques des prix du café sur les Membres exportateurs de l'OIC (croissance du PIB, taux de pauvreté, emploi, migration, investissement, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> • En cours d'élaboration 	Ressources existantes
d) Évaluation de la volatilité des prix par comparaison des tendances entre le café et d'autres produits (cacao, sucre, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> • En cours d'élaboration 	Ressources existantes
e) Rapport-phare de l'OIC : publié le 1 octobre 2019, analysera en détail les sujets suivants relatifs à la volatilité des prix du café et à leur niveau : <ul style="list-style-type: none"> i. Déterminants des prix du café (fondamentaux du marché, ainsi que l'impact de la spéculation et de la concentration dans l'industrie de la torréfaction). ii. Outils de gestion des risques de prix disponibles au niveau des exploitations agricoles et moyens de favoriser le partage des risques tout au long de la chaîne de valeur grâce à la participation des négociants et des torréfacteurs. iii. Potentiel d'augmentation de la valeur ajoutée dans les pays producteurs de café résultant de l'augmentation de la consommation intérieure. 	<ul style="list-style-type: none"> • Étude des marchés à terme : le rôle des acteurs non commerciaux (en cours de finalisation). 	Ressources supplémentaires nécessaires. Experts extérieurs.
f) Comparaison globale des coûts de production : lancer la collecte de données globales (approche "ferme typique") sur : i) les systèmes de production, et ii) les coûts de production, afin de comparer les performances des différents pays et d'aider à comprendre les principaux moteurs de la rentabilité et de la viabilité économique.	<ul style="list-style-type: none"> • Ressources supplémentaires nécessaires (cible principale : le secteur privé) 	Ressources supplémentaires nécessaires (cible principale : le secteur privé)
C.1 (a-e) Montant estimatif des ressources extrabudgétaires (engager des partenaires de recherche supplémentaires)		£15 000
C.1 (f) Coût estimatif de l'analyse comparative dans quatre pays producteurs/renforcement des capacités :		£200 000

D) Promotion de la consommation de café

Rés-465/§ 5 du dispositif : Inclure la promotion de la consommation en tant qu'orientation dans tous les plans d'action de l'OIC visant à mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable ;

Rés-465/§ 6 du dispositif : i) Encourager les Membres exportateurs à adopter des programmes visant à accroître encore leur niveau de consommation intérieure et ii) encourager l'OIC à soutenir les initiatives visant à explorer d'autres utilisations du café de qualité inférieure, conformément au point 9 de la Résolution 420

D.1 Promotion de la consommation de café	D.1 Mesures prises	D.1 Coûts
a) La promotion de la consommation est incluse dans toutes les actions et tous les documents/études préparés par l'OIC et fait partie de la campagne mondiale.	Ressources existantes	Ressources existantes
b) Revoir le Guide séquentiel de promotion de la consommation de café dans les pays producteurs.	Engager des experts et des associations et préparer une proposition de mise à jour du Guide de l'OIC.	Ressources supplémentaires nécessaires Contrats des experts £15 000
c) Mettre à jour l'étude de l'OIC sur les autres utilisations possibles des cafés de moindre qualité.	Ressources supplémentaires nécessaires	Ressources supplémentaires nécessaires Contrats des experts £15 000
d) Promouvoir le développement d'initiatives et de projets de coopération technique.	Ressources existantes	Ressources existantes
D.1	Estimation des ressources extrabudgétaires (contrats des experts) :	£30 000

E. Conclusions

Bon nombre des activités envisagées pour mettre en œuvre la Résolution 465 peuvent être assurées par une réaffectation des ressources existantes, mais d'autres nécessitent des ressources non disponibles dans le budget administratif actuel. Le montant total des ressources extrabudgétaires nécessaires est estimé à £371 000 (tableau I).

Tableau I : Récapitulatif des ressources extrabudgétaires estimatives nécessaires

Poste	Coûts (£)
A.1 Engager une société de relations publiques/communication et lancer campagne pilote	50 000
A.2 Fonds supplémentaires pour les voyages de plaidoyer (à savoir, G20, réunions bilatérales, manifestations d'organisations internationales, etc.)	10 000
B.1 Organisation de deux manifestations consultatives (ONU New York et Union européenne Bruxelles) et d'un atelier sur l'élaboration d'un programme sur le café, y compris des fonds supplémentaires pour des voyages de plaidoyer	66 000
C.1 (a-e) Engager des partenaires de recherche supplémentaires	15 000
C.1 (f) Analyse comparative des coûts de production dans quatre pays producteurs et renforcement des capacités	200 000
D.1 Contrats pour i) la révision du Guide séquentiel de promotion de la consommation de café dans les pays producteurs ; ii) la mise à jour de l'étude de l'OIC sur l'utilisation du café de moindre qualité ; et iii) le mécanisme d'élaboration des projets	30 000
Montant total estimé du financement extrabudgétaire	£371 000

**PRINCIPALES MESURES PRISES AU COURS DU PRÉCÉDENT CYCLE DE FAIBLESSE DES PRIX
(2000-2005)**

I. Étude sur l'amélioration de l'équilibre mondial entre l'offre et la demande de café par l'intermédiaire de mesures tendant à l'élimination de cafés de moindre qualité (document EB-3778/01)

Ce document s'appuyait sur deux études :

- Étude économique de l'impact sur les prix de l'élimination des cafés de moindre qualité, dans le cadre d'un contrat avec une équipe de recherche dirigée par M. Christopher Gilbert de l'Institut économique et social de l'Université libre d'Amsterdam.
- Étude sur les autres utilisations possibles des cafés de moindre qualité, dans le cadre d'un contrat avec le Natural Resources Institute (Royaume-Uni), et une équipe dirigée par M. R.T. Paterson

Les deux études sont présentées en annexe au document **EB-3778/01**.

II. Résolutions

Suite à l'approbation des études susmentionnées par le Conseil, la **Résolution 406**, demandant la création d'un Comité de la qualité a été adoptée par le Conseil dans le but d'analyser les propositions des deux études. Parmi les membres du Comité de la qualité figuraient le Brésil, la Colombie, le Mexique, l'Indonésie et quatre représentants du secteur privé.

Le Comité de la qualité a fait ses recommandations en janvier 2002 (**document EB-3806/02**). Suite aux recommandations du Comité de la qualité, le Conseil a adopté la **Résolution 407** demandant aux pays producteurs de prendre des mesures afin de réduire la disponibilité du café en grains défectueux à compter du 1 octobre 2002 (**Résolution 407**).

La Résolution 407 a été révisée en mai 2004 et remplacée par la **Résolution 420**, qui réduisait les restrictions sur les exportations de grains de moindre qualité.

III. Manifestations de sensibilisation

Crise du café : Idées et initiatives : Table ronde de haut niveau OIC/Banque mondiale tenue le 19 mai 2003, à la recherche de solutions à la crise du café (**document ICC-88-5**)

IV. Mesures de sensibilisation : Présentations à des organismes internationaux

- Communication de l'OIC au Sommet mondial sur le développement durable, Johannesburg, 2002
- Lettre des gouvernements d'Amérique centrale au Président G.W. Bush (**ED-1875/03**)
- Présentation de l'OIC au Sommet du G-8, Évian (France), juin 2003 (**ED-1876/03**)
- Communication de l'OIC à la 5^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, Cancun (Mexique), septembre 2003 (**ED-1893/03**)
- Communication de l'OIC à la onzième Conférence de la CNUCED, 13-18 juin 2004, Sao Paulo (Brésil) (**ED-1922/04**)
- Communication de l'OIC au Sommet du G-8, Gleneagles (Écosse), juillet 2005 (**ED-1959/05**)
- Communication de l'OIC au Sommet de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le développement, New York, 14-16 septembre 2005 (**ED-1966/05**)

- Communication de l'OIC au Sommet du G-20, Los Cabos (Mexique), 18-19 juin 2012 (**ED-2133/12**)
- Communication au Congrès mondial de l'alimentation et de l'agriculture, Londres, 26 novembre 2002
- **Déclaration de Carthagène** : À sa 89^e session, tenue du 17 au 19 septembre 2003, le Conseil a publié une déclaration sur la situation des prix du café. La Déclaration de Carthagène a été adoptée à la 90^e session du Conseil en mai 2004 (**ICC-90-8**).
- Communiqué de presse faisant suite à l'allocution du Directeur exécutif à la Conférence du Café à Bangalore (Inde) (**PR-260/03**).